

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1
BP 2015
97420 Le Port Marine

Références : SPREI/USRA/CL/71-0079/2025-0547
Code AIOT : 0007100079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est une installation du groupe Rubis qui assure des prestations d'importation et de distribution de carburants et de gaz. Le carburant est stocké dans 4 zones pour un volume global de 250 500 m³ ; les derniers réservoirs ont été réalisés en 2008. L'installation est classée Seveso seuil haut. La SRPP compte 92 employés dont 7 opérateurs pompier pour l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	article 56	
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale planifiée par le ministère de l'écologie, portant sur la capacité des sites Seveso seuil haut à faire face à une perte d'utilités (électricité notamment).

L'inspection des installations classées a noté que les moyens matériels étaient prévus, testés et maintenus et permettent au site de continuer à fonctionner sur un régime minimal et en sécurité.

Toutefois, il a été constaté un manque de formalisme sur divers sujets, que ce soit sur les actions attendues en cas de perte électrique (actions de départ et de surveillance) ou en matière de traçabilité et de suivi des actions de maintenance. Il apparaît également que la zone dédiée aux installations de pomperie et sécurité incendie ainsi qu'au secours électrique est contigüe à une zone où des camions-citernes sont stationnés, créant ainsi un potentiel de danger et donc de perte de ces fonctions essentielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant dresse rapidement les éléments descriptifs des installations sur ce point, il en ressort

que :

- les utilités du site sont l'électricité (détection, commandes, report des opérations de contrôles, etc.) et l'air comprimé (vannes), ce dernier obtenu grâce à des compresseurs électriques ;
- les accidents majeurs dimensionnant sont ceux liés à des ruptures de tuyauterie desservant la rampe de chargement des camions ;
- les mesures de maîtrise des risques (MMR) associées sont des détecteurs d'hydrocarbures liquide ou de gaz, et bien sûr les moyens de défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

Sur le site, les utilités requises pour l'activité sont l'électricité et l'air comprimé.

L'électricité est fournie par le réseau EDF via deux postes :

- le poste "nord", qui alimente les installations liées au gaz ainsi qu'aux cuvettes 3 et 4 ;
- le poste "sud", alimentant les postes de chargement camion citerne, les cuvette 1 et 2 ainsi que la gare racleur.

L'air comprimé est produit sur site dans un local disposant de 5 compresseurs et 2 sécheurs. 3 de ces compresseurs sont alimentés par le réseau électrique sud et 2 le sont par le réseau électrique nord, ce qui permet de dédoubler la fourniture électrique et donc de diminuer le risque d'un arrêt complet. Toutes les vannes du site et la machinerie du centre gaz sont alimentées par air comprimé.

La pomperie incendie est alimentée par le poste sud mais dispose de motopompes thermiques alimentées par la même cuve en GNR que les groupes électrogènes.

Enfin les détecteurs sont alimentés par électricité.

La partie détection est ondulée, elle est regroupée au sein de deux locaux distincts : 1 au niveau de la rampe de chargement et 1 au niveau de la gare racleur.

L'exploitant a par ailleurs confirmé avoir les coordonnées du fournisseur d'électricité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas formalisé de procédure liée à la perte d'alimentation mais confirme cependant la stratégie retenue : les installations de secours sont calibrées pour secourir électriquement la zone dite sud du site et une partie de la zone nord ; pour cette dernière, seules les cuvettes 3 et 4 ainsi que le séparateur seraient alimentés, ce qui implique que la partie gaz serait à l'arrêt. Par ailleurs la production d'air comprimé, liée à l'électricité serait assurée, ainsi que la défense incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser dans une procédure la stratégie, les moyens, vérifications ou points de contrôles à mettre en oeuvre en cas de perte de fourniture électrique ou d'air comprimé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

L'exploitant n'a pas formalisé de procédures ou consignes ayant spécifiquement trait aux actions à mener en cas de perte d'alimentation électrique. Le plan d'opération interne ne comprend pas non plus de fiche sur ce thème.

Pour autant, le déroulé de certaines actions a été expliqué clairement aux inspecteurs, par exemple si un bateau est en cours de déchargement :

- pour un bateau en hydrocarbures liquides : la vanne est temporisée pour éviter un coup de bélier et l'opérateur prévient le bateau par radio (liaison permanente lors de cette opération) ;
- pour un bateau gaz : là encore la vanne est temporisée, et l'arrêt d'urgence déporté au niveau du quai est utilisé pour stopper les pompes du bateau.

Par ailleurs, en cas de perte électrique, le site passe en "seuil 2" et des groupes électrogènes vont prendre le relais (voir constat ci-après sur les moyens). Il va cependant y avoir un temps de latence qui va conduire à l'ouverture des vannes d'eau (couronnes aspersion) et au démarrage de l'électropompe ainsi que d'une motopompe. Cela nécessite pour les opérateurs de refermer les vannes et d'arrêter la mise en route par défaut d'alimentation de ces équipements de sécurité incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir constat précédent : l'exploitant doit formaliser dans une procédure les actions à mettre en oeuvre dans le cas de la perte d'alimentation électrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

<p>Selon l'exploitant, le groupe électrogène alimentant la zone sud dispose d'une réserve de carburant suffisante pour fonctionner 1,5 jours.</p> <p>La cuve pour le groupe électrogène de la zone nord est beaucoup plus petite et ne permet apparemment pas de pouvoir fonctionner plus de quelques heures, mais l'exploitant n'a pu fournir de données sur ce point.</p> <p>Pour autant, le site étant un dépôt pétrolier possédant sa propre flotte de camions citernes pour l'alimentation des stations services du groupe, l'exploitant dispose des ressources pour remplir continuellement les réservoirs des groupes électrogènes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poste électrique de la zone sud (poste chargement camions-citernes, cuvettes 1 et 2, gare racleur) est secouru par un groupe électrogène, à démarrage automatique sur perte électrique. Ce groupe est de même puissance que le poste électrique EDF, ce qui garantit la totalité du fonctionnement de la zone.</p> <p>Le poste électrique nord est, lui aussi, secouru par un groupe électrogène mais à démarrage manuel et dont la puissance ne permet pas de maintenir la partie gaz (centre d'embouteillage et cuves de stockage).</p> <p>Pour l'air comprimé, le local est composé de 5 compresseurs et 2 sécheurs ; 3 compresseurs sont alimentés par le poste sud et 2 par le poste nord. Pour une activité normale, un seul compresseur est suffisant car c'est le centre gaz qui est très consommateur d'air comprimé. De plus, le site dispose de 4 ballons d'air permettant de disposer d'une réserve le temps que les groupes électrogènes soient mis en route.</p> <p>Sur le site, les armoires de sécurité liées aux détecteurs (feu, gaz, etc.) sont dissociées en deux locaux distincts selon leur localisation (zone nord ou zone sud). Un local est situé au niveau de la rampe de chargement des véhicules (zone sud) et l'autre au niveau de la gare racleur nord.</p>

Chaque local est sauvé par un onduleur, celui de la zone nord est ainsi secouru plusieurs heures selon l'exploitant, mais ce dernier n'a pu se prononcer pour la zone sud. Enfin, le poste de contrôle est secouru par le groupe électrogène de la zone sud. Par contre la partie informatique dépend des onduleurs bureaux (4h d'autonomie), eux-mêmes secourus par le groupe électrogène de la zone sud.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté la présence d'une aire de lavage des camions citernes adossée à la zone contenant le groupe électrogène et la pomperie incendie. Un camion-citerne était stationné à cet endroit, sans qu'il n'y ait d'opération de lavage ou autre, ce qui représente un potentiel de danger susceptible de rendre inutilisable les installations de secours électrique et incendie. De plus, cette aire de lavage est située face des ateliers de maintenance, et des travaux par point chaud (découpe à la disqueuse) y étaient en cours, avec des projections d'étincelles en direction de la zone de lavage où le camion était stationné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit confirmer précisément la durée de secours des onduleurs pour les locaux abritant les armoires de sécurité.

De par l'importance des installations de protection incendie et de secours électrique, il apparaît risqué d'y accoler une aire de stationnement/lavage de camions-citernes, surtout que des travaux par point chaud ont lieu à proximité. L'exploitant doit donc déménager cette aire ou prendre les mesures adéquates pour garantir un risque minimal. Il informe l'inspection des installations classées des actions décidées et du calendrier de réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

Selon l'exploitant, le groupe électrogène alimentant la zone sud dispose d'une réserve de carburant suffisante pour fonctionner 1,5 jours.

La cuve pour le groupe électrogène de la zone nord est beaucoup plus petite, correspondant en fait à un réservoir de quelques dizaines de litres vraisemblablement, et ne permet apparemment pas de pouvoir fonctionner plus de quelques heures, mais l'exploitant n'a pu fournir de données sur ce point. De plus, il n'y a pas de jauge ou de pige permettant de connaître le niveau de

carburant dans ce réservoir.

La salle de commande et les locaux de report des alarmes ainsi que les alarmes sont tous secourus par les groupes électrogènes.

Les motopompes du groupe de sécurité incendie partage sont alimentées par la même cuve de carburant que celle du groupe électrogène.

Ainsi, comme vu lors d'un constat précédent, l'exploitant peut remplir autant que nécessaire les cuves alimentant les groupes électrogènes et motopompes incendie ; toutefois, l'exploitant n'a pas de procédures de vérification du bon niveau de carburant (ronde par exemple) pour s'assurer que les groupes ne tombent pas en panne ou pour charger un camion citerne au cas où. Ce point est d'autant plus critique que la perte du groupe sud prive l'exploitant de la zone de chargement camion et donc de toute possibilité de réalimenter le groupe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure des durées d'autonomie effectives de chacun des groupes électrogènes au vu de la réserve de carburant dont ils disposent.

Il met en place les procédures nécessaires pour la surveillance du niveau de carburant des groupes, d'une part quand ceux-ci sont hors utilisation afin d'assurer un niveau optimal en toute circonstance, et d'autre part en cas de fonctionnement pour se prémunir de toute pénurie d'alimentation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables,

adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

La maintenance des groupes électrogènes est assurée par un prestataire qui les vérifie 2 fois par an.

Les groupes électrogènes sont testés 1 fois par mois en charge avec simulation (l'exploitant coupe le réseau EDF) pour vérifier d'une part le bon démarrage et d'autre part leur capacité à prendre le relais sur un temps d'environ 4 à 5 heures.

La maintenance des onduleurs est effectuée 1 fois par an.

L'inspection a, par échantillonnage, regardé quelques opérations de maintenance. Ainsi, sur le groupe électrogène sud, la programmation de maintenance est bien entrée dans la GMAO. L'inspection a examiné le rapport du prestataire SNEIM ENERGIE d'octobre 2024 qui précisait que le châssis et la carrosserie sont très oxydés, par contre aucune suite n'a été donnée dans la GMAO et l'exploitant n'a donc pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer que cette dégradation avait bien été traitée. De même, le rapport du 10 avril 2024 mentionne que la batterie est hors-service et que le groupe électrogène est mis à l'arrêt pour éviter son explosion ; selon la GMAO, la batterie n'a été remplacée que le 22/04, mais, dans les faits, elle l'a été le jour même, l'exploitant ayant présenté la facture d'achat datée du même jour.

L'exploitant vérifie également le démarrage de l'électropompe pour le groupe incendie. Ce groupe est par ailleurs prévu d'être secouru en eau de mer par le Grand Port Maritime de La Réunion (GPMDLR), mais l'exploitant ne sait pas si cette fonction d'alimentation est elle-même secourue au niveau des infrastructures portuaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer du suivi des suites et constats faits dans le cadre de la maintenance des équipements, qui doivent par ailleurs être formalisés dans le logiciel de GMAO. Il informe l'inspection des installations classées des moyens ou de l'organisation mis en place dans ce but. Il s'enquiert également auprès du GPMDLR de la possibilité de secours en eau de mer, y compris pendant une phase d'absence d'électricité, et en informe l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art 56 « Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

Les mises en sécurité du site, en cas de perte d'alimentation, sont selon l'exploitant déjà mises en place. L'inspection n'a pas relevé au cours de la visite d'éléments mettant cela en cause.

Type de suites proposées : Sans suite